

Quelques conséquences du Coup d'Etat des Forces Armées Chiliennes sur la
lutte de libération en Amérique Latine

La prise du pouvoir par les militaires; au Chili, et la répression féroce qui l'a suivie ont eu un retentissement mondial. Comment expliquer que l'opinion publique qu'on croyait endormie pour de bon, après les atrocités du Vietnam, se soit émue à ce point pour des événements qui se déroulent à l'autre bout de la planète? C'est que la lutte des camarades chiliens - qui entre à présent dans la phase de la Résistance au fascisme des militaires - a un caractère exemplaire par rapport aux luttes de libération qui se poursuivent partout dans le monde et plus particulièrement en Amérique Latine.

1- Le militarisme en Amérique Latine

Les militaires, en Amérique Latine, ont une longue tradition d'intervention en politique. Depuis 1820, date de l'Indépendance de la plupart des pays de langue espagnole, chaque génération a vu surgir quelque part les "coroneles de monte" ("colonels de brousse"), qui, à la solde d'une fraction de la classe possédante, menait le peuple à la boucherie pour défendre ses intérêts: ceux des grands planteurs contre ceux des commerçants et industriels, ou, plus souvent, ceux de telle compagnie étrangère contre telle autre: ainsi, en 1915, Honduriens et Guatémaltèques s'entredéchirèrent pour déterminer si la United Fruit ou la "Cuyamel Railroad" planterait des bananiers dans la vallée de la Motague, tout comme quarante ans auparavant, les monopoles européens du nitrate réglait leurs différends en faisant s'entretuer Chiliens, Boliviens et Péruviens. Les cas où l'armée intervient pour mater les soulèvements populaires contre l'entreprise étrangère ou les exploiters locaux sont trop nombreux pour être cités, à tel point qu'on a pu dire: en Amérique Latine, l'armée ne défend pas le "territoire national" contre l'étranger, elle défend le gouvernement contre le peuple.

2- La transition pacifique au socialisme

Cependant, à partir de la première guerre mondiale surtout, on entendit de plus en plus parler de la nécessité de la démocratie en Amérique Latine, et ce, même de la part de pays qui, comme les Etats-Unis, se sont toujours très bien entendus avec les dictatures, pour exploiter les gens et mettre à sac le continent. C'est qu'avec le développement même de la pénétration étrangère, dans les plantations et dans les mines surtout, les travailleurs latino-américains avaient commencé à prendre conscience de leur exploitation. Par ailleurs, même au sein de la petite bourgeoisie, parmi les professionnels, petits commerçants, etc., certains éléments réalisaient que le capital étranger, de connivence avec les classes possédantes - et avec l'aide continue des bayonnettes - ne pourrait jamais assurer le développement du pays. Cette alliance nous donna la première révolution populaire du continent américain, la révolution mexicaine de 1910-1920, et en divers endroits d'Amérique Latine, des gouvernements relativement progressistes sous lesquels les travailleurs firent des conquêtes réelles, bien que limitées: réforme agraire (Mexique), droit à la syndicalisation (Argentine, Brésil, Chili...), sécurité sociale (Uruguay...), voire création de véritables partis des travailleurs (Chili) et arrivée au pouvoir, pour des périodes limitées, de gouvernement représentant véritablement certains intérêts fondamentaux des masses, tels Cardenas au Mexique, Paz Estensorro en Bolivie, Arbenz au Guatemala, Peron en Argentine...

Que devenaient les militaires pendant ce temps? Les diplômés d'académies militaires qui remplaçaient les "colonels de brousse" se contentaient de clamer bien haut leur fidélité à la Nation, à la Constitution, et réussissaient à convaincre certains secteurs progressistes de leur "neutralité politique", caractéristique d'une armée moderne. Cependant, depuis vingt ans, l'histoire de l'Amérique Latine révèle que si les "nouveaux militaires" sont prêts à tolérer un certain progrès, ils interviennent dès qu'il apparaît que le pouvoir risque

d'échapper aux compagnies multi-nationales et à leurs marionnettes locales:

- 1954, Guatémala: Arbenz, président élu, est renversé par les militaires pour avoir osé parler de redistribuer les terres de la United Fruit;
- 1956, Argentine: Peron, leader populaire qui mettait un tant soit peu en danger les pouvoirs des gros propriétaires terriens, est renversé;
- 1963, Bolivie: Paz Estensorro, président démocratiquement élu, après avoir réalisé la réforme agraire et nationalisé les mines d'étain, est renversé;
- 1964, Brésil: Joao Goulart, président soupable d'avoir pensé faire une réforme agraire et pensé modifier les rapports de dépendance face aux Etats-Unis est renversé;
- 1965, Saint-Domingue: invasion parce que les Etats-Unis craignaient un soulèvement révolutionnaire....

Le coup d'état du Chili s'inscrit dans cette série du côté de l'armée, mais du côté du peuple il y a des différences essentielles, nous le verrons.

Partout, on a la même suite d'événements. Un gouvernement démocratiquement élu entreprend des réformes partielles et réalise que, pour être efficace, il faut aller plus loin. La population est de plus en plus mobilisée et réclame ses droits. A partir d'un certain point, les "élites locales" et la CIA décident que ça peut devenir dangereux: on ferme l'université. Puis on place des militaires partout. Les militaires "oublent" tout bonnement qu'ils étaient venus restaurer la démocratie menacée, et un nouveau type de dictature s'installe, qui combine les vieilles méthodes (torture, délation, exécutions sommaires) et les techniques nouvelles (électronique, tables d'écoute, etc.).

3- La guérilla

C'est cette interruption par la force des processus démocratiques dès que la population commençait à s'organiser qui convainquit des militants, dès le début des années soixante, de l'impossibilité de la

transition pacifique au socialisme, dans la mesure où les classes possédantes, quand elles se sentaient menacées, ne respectaient même plus leur propre légalité mais suscitaient l'intervention militaire pour défendre leurs intérêts.

La révolution cubaine avait par ailleurs montré que dans un contexte de violence, la contre-violence seule peut donner aux masses opprimées la confiance suffisante pour qu'elles osent lutter: cette place de la lutte armée dans le processus de prise de conscience des travailleurs, devait déboucher sur la guérilla révolutionnaire. Les partisans de la lutte armée se dissociaient donc complètement de la thèse de la "transition pacifique au socialisme": pour eux, cette dernière était possible dans des pays avancés, où existaient les libertés démocratiques, le droit de parole, d'association, mais non dans la plupart des pays latino-américains où la démocratie n'était jamais qu'un intervalle assez bref entre deux périodes de gouvernement militaire.

La guérilla, tant au plan militaire que politique, a été un échec. Au plan militaire, les armements modernes (troupes hélicoptères, napalm...) se sont révélés beaucoup plus efficaces pour repérer et détruire les petits noyaux de guérilleros que ne l'avait été l'équipement désuet de Batista. Au plan politique, la mobilisation des paysans sur laquelle on comptait beaucoup, a été très faible: on n'a pas réussi à développer, parallèlement à l'action militaire, les conditions de la lutte idéologique et politique: la misère, l'ignorance, le défaitisme séculaire, alliées à des failles certaines au plan de l'organisation, ont constitué des obstacles insurmontables.

C'est cet échec de la lutte armée, lorsqu'elle est coupée de ses liens organiques avec l'organisation révolutionnaire de la classe ouvrière, qui explique le regain de popularité, dans les milieux progressistes latino-américains, de la forme "classique" de passage pacifique au socialisme, à la fin des années soixante, telle qu'elle fut expérimentée au Chili.

4- Militarisme et révolution: leçons de l'expérience chilienne

Nous ne reviendrons pas sur les événements eux-mêmes qui ont marqué pendant trois ans, une des plus grandes expériences révolutionnaires de la décennie. Nous rappellerons simplement deux éléments, qui apparaissent aujourd'hui en toute clarté:

si la classe dirigeante chilienne accepta à l'automne 1970 le gouvernement d'Unité populaire, c'est qu'elle croyait que, soit Allende accepterait de devenir simplement réformiste, i.e. de donner quelques "candies" aux travailleurs sans faire des changements profonds, soit qu'elle bloquerait efficacement, grâce à sa majorité à la Chambre, toute mesure de fond, condamnant Allende à perdre la face et à démissionner.

Ce que personne n'attendait vraiment, c'est l'ampleur de la mobilisation populaire: sans attendre la législation (effectivement paralysée par la droite), les travailleurs s'emparent des terres et des usines, et organisent la production. La bourgeoisie croit tenir l'arme finale en sabotant la distribution: les travailleurs organisent leur propre réseau de distribution et augmentent leur appui à l'Unité populaire. Ne restait plus qu'une seule solution: la baïonnette et on l'employa, quitte à perdre la face.

Loin de marquer une fin, comme les coups d'état brésilien ou guatémaltèque, le coup d'état chilien ne saurait être qu'un commencement, justement pour les raisons que nous venons de mentionner. La résistance qui est en train de s'organiser présentement montre déjà que les travailleurs, lorsqu'une organisation de classe leur permet de prendre conscience des mécanismes de leur exploitation et confiance dans leur capacité de les renverser, peuvent mettre au point des formes d'organisation sociales et politiques efficaces (cordons industriels, comités d'Approvisionnement populaire). La double leçon qui se dégage est donc: la lutte armée est vaine sans la mobilisation de la classe ouvrière (erreur de la guérilla) mais la mobilisation, même extraordinairement poussée, ne débouche pas d'elle-même sur le socialisme sans la destruction progressive des appareils de l'état bourgeois (législatif, administratif, judiciaire et répressif -armée et police) -erreur de la "transition pacifique". Cette double leçon, des militants sont en train de la tirer, en Argentine, au Mexique, au Pérou et il est grand temps que nous la tirions aussi au Québec. 5